

Women's Peace and Humanitarian Fund

RAPPORT ANNUEL 2025 (Cycle de financement régulier)

Pays	Soumis par PUNO(s) UN Women ou NUNO(s)¹
BURUNDI	Nom de l'entité : ONU FEMMES Nom du Représentant(e) : Clara Anyangwe
Numéro de projet de MPTF	Période du rapport
00103750	1 janvier – 31 décembre, 2025
Volet <i>Sélectionnez tout ce qui s'applique</i>	
<input checked="" type="checkbox"/> Volet de financement régulier	
<input type="checkbox"/> Volet de financement d'urgence	
Effets WPHF² auxquels le rapport contribue pour la période du rapport	
<i>Sélectionnez tous les effets correspondants</i>	
<input type="checkbox"/> Effet 1: Environnement favorable à la mise en œuvre des engagements FPSS	<input type="checkbox"/> Effet 4: Résolution des conflits
<input checked="" type="checkbox"/> Effet 2: Prévention des conflits	<input type="checkbox"/> Effet 5: Protection
<input type="checkbox"/> Effet 3: Réponse humanitaire	<input type="checkbox"/> Effet 6: Consolidation de la paix et relèvement post-conflit
Date de début du programme	Budget total approuvé (USD)
16/12/2016	972,847.50
Date de fin prévue du programme	Montant transféré (USD)
31/10/2026	810,000.00

¹ Non-UN Organization. Applicable to Rapid Response Window for Peace Processes

² Selon le modèle intégré (imbriqué) du cadre de résultats du WPHF, les effets du WPHF sont équivalentes au niveau d'impact pour les partenaires



Sommaire Exécutif

En 1 page, résumez les réalisations les plus importantes du Programme au cours de la période considérée. Le résumé devrait être une analyse et une consolidation des réalisations et devrait servir de résumé autonome des résultats du pays WPHF pour l'année. Veuillez inclure :

- a) Contexte du WPHF: aperçu des appels à propositions (CFP) qui ont été lancés (date), et détails sur les réunions du NSC, combien d'OSC ont été sélectionnées et quand la mise en œuvre devrait commencer / a commencé
- b) Comment le financement du WPHF a contribué à faire progresser les FPS, l'égalité des sexes et la consolidation de la paix, l'action humanitaire sensible au genre dans le pays et expliquer s'il existe des liens avec les processus nationaux (plans nationale (NAP), réponse humanitaire, processus de paix, etc.) ou comment il s'aligne sur les priorités du pays.
- c) Impact global/consolidé du WPHF au niveau des pays, par résultat
- d) une phrase avec les bénéficiaires directs et indirects consolidés (désagrégé par sexe).
- e) défis globaux
- f) si le pays a reçu un financement supplémentaire pour le renforcement des capacités (5%) et/ou si les OSC ont reçu des subventions L-HUB pour des initiatives d'apprentissage par les pairs, veuillez inclure une phrase sur les résultats

Le programme du WPHF au Burundi en 2025 s'inscrit dans une phase charnière de l'impact 2 sur la résolution des conflits pour le WPHF, marquée par une synergie entre l'autonomisation économique et la participation politique des femmes dans un contexte macroéconomique et administratif complexe.

Le 5ème cycle de financement actuel fait suite à un Appel à Propositions (Cfp) lancé en 2023. Par suite de la réunion du Comité de Pilotage en décembre 2023, huit partenaires avaient été initialement sélectionnés en 2024. **Après la phase de finalisation contractuelle**, six projets ont été financés en 2025, dont cinq au niveau programmatique (UNIPROBA, ICCA, AFRABU en consortium avec APFB et FONTAINE ISOKO, APG-INKINGI et SOPADI) et une au niveau institutionnel (SOPADI). Les organisations APEF et CIAD n'ont pas pu être retenues par suite de défis institutionnels internes de gouvernance. Le présent rapportage annuel correspond et documente sur les effets des interventions des 5 partenaires d'exécution du projet cité plus haut sur la période de janvier à décembre 2025.

Le financement du WPHF a été déterminant pour faire progresser l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS) en ciblant l'Axe 2 (Prévention des conflits) et l'Axe 6 (Relèvement socio-économique). Ces interventions s'alignent directement sur le Plan d'Action National (PAN) de la Résolution 1325 du Burundi, en renforçant le leadership des femmes dans les mécanismes de décision locaux. En liant la gestion des conflits à l'autonomisation économique (AGR), le programme répond aux priorités nationales de consolidation de la paix par la base, assurant que les femmes ne soient pas seulement gouvernées mais des actrices de la gouvernance locale à travers la participation politique et leur représentation dans les postes de prise de décision.

L'impact au niveau de la participation et prévention (effet 2) est marqué par une percée politique significative avec l'élection de 44 femmes à des postes de décision au niveau local, grâce au soutien et au mentorat du programme dans la zone d'intervention. Seize femmes ont été élues dans la zone d'intervention de SOPADI, douze dans la zone d'Icirore c'Amahoro, treize dans la zone d'intervention de AFRABU et trois femmes Batwa accompagnées par UNIPROBA.

Au niveau de la résolution des conflits, Les femmes formées et leaders de la médiation au niveau local ont identifié 935 conflits (dont la majorité sont des conflits au niveau des familles avec autour de 32% des conflits identifiés incluant 12% qui sont conjugaux ; 12% sont des conflits fonciers ; 23% sont des conflits liés aux VSBGs, 7% sont des conflits électoraux et 4% des agressions physiques dû à l'alcool. Le taux de résolution directe atteint 44 % (417 cas), prouvant l'efficacité de la médiation communautaire féminine. 40 cas complexes qui ne pouvaient pas être résolus au niveau communautaire ont été orientés vers les instances judiciaires/administratives. C'est entre autres les cas de divorces, de violences sexuelles ou des coups et blessures graves.

Au niveau du relèvement socio-économique (effet 6) : 1 326 femmes et filles ont vu leurs revenus augmenter grâce à un appui technique et financier pour la gestion d'activités génératrices de revenus (AGR), renforçant ainsi leur résilience, leur lutte contre les violences conjugales et sociales et leur implication dans la gouvernance au niveau locale.

Les bénéficiaires directs des projets sont au nombre de **5.288** dont 4.807 femmes et 481 hommes et les bénéficiaires indirects sont estimés à **60.228**.

Au cours de l'année 2025, les projets ont fait face à un certain nombre de défis liés à :

Au niveau programmatique : Le calendrier électoral de l'année 2025 a imposé des contraintes temporelles strictes sur l'exécution des projets. Durant la période de campagne électorale couvrant les mois de juin, juillet et août, les activités de terrain ont connu un ralentissement, voire un arrêt temporaire, afin d'éviter toute confusion avec la sensibilité des partis politiques. Pour pallier ce retard, les partenaires ont dû adopter une stratégie d'accélération des activités durant les mois suivants. Par ailleurs, le projet a su transformer certains défis en opportunités de renforcement : grâce à un financement

Sommaire Exécutif

supplémentaire du WPHF de 48 642 USD, ONU Femmes a pu recruter une structure spécialisée pour l'analyse documentaire et le renforcement des capacités des partenaires, tout en engageant du personnel dédié au suivi-évaluation pour sécuriser les acquis sur le terrain.

Au niveau contextuel et institutionnel : L'environnement opérationnel a été profondément modifié par le nouveau découpage administratif du Burundi. Cette réforme territoriale a entraîné une redéfinition des zones d'intervention et, par conséquent, un changement complet des interlocuteurs administratifs au niveau local. Ce bouleversement a nécessité d'importants efforts de coordination pour rétablir les canaux de communication et assurer la continuité des activités auprès des nouvelles autorités. Ce défi institutionnel, combiné aux difficultés logistiques liées à la disponibilité limitée des véhicules de location, a exigé une gestion des ressources extrêmement agile pour maintenir l'ancrage local du projet.

Au niveau économique et financier : La dévaluation du Franc Burundais et l'inflation galopante ont constitué des obstacles majeurs à la mise en œuvre des activités. Selon l'INSBU, l'inflation annuelle moyenne atteignait encore 36,1 % pour les produits alimentaires en novembre 2025. Cette situation a provoqué une hausse drastique des prix des biens et services, doublant parfois les coûts initiaux. Plus spécifiquement, la pénurie persistante de carburant s'est accentuée, avec une augmentation du prix de l'essence de 49 % (passant de 2 650 BIF à 3 945 BIF le litre). Ces tensions inflationnistes ont lourdement pesé sur les ressources financières des projets, obligeant les équipes à revoir la planification budgétaire et à réduire la durée de certaines activités clés, notamment les sessions de formation, pour s'adapter à la réalité des coûts de transport et de logistique.

1. Profil des partenaires

Utilisez le tableau suivant pour une présentation par projet/organisation. Pour chaque subvention (subventions programmatiques, institutionnelles et L-HUB), veuillez utiliser une ligne distincte. Se référer aux définitions dans les notes de bas de page.

Appel à propositions ³	Nom de l'organisation principale	Type d'organisation ⁴	Effet du WPHF ⁵	Couverture géographique de l'organisation	Nom du partenaire de mise en œuvre(s) et type d'organisation ⁶	Date de début et de fin du projet selon Ententes de partenariat ⁷	Budget total approuvé (USD)
CfP5	SOPADI	Dirigée par une femme	Financement institutionnel (Effet 2)	Ruyigi et Cankuzo	N/A	25 juin 2024 au 30 Mai 2025 avec extension au 30 Septembre 2025	29 980
CfP5	APG-INKINGI	Dirigée par une jeune femme	Effet 2	Ruyigi et Cankuzo	Mashariki Media	Du 25 Juin 2024 au 25 décembre 2025	150.000
CfP5	AFRABU	Dirigée par une femme	Effet 2	Ruyigi et Cankuzo.	APFB et FONTAINE ISOKO	Du 25 Juin 2024 au 25 décembre 2025	150.000
CfP5	ICIRORE C'AMAHORO (ICCA)	Dirigée par une femme	Effet 2	Ruyigi et Cankuzo	Young Women knowledge and leadership institute Burundi (YOWLI BDI)	25 juin 2024 au 25 Décembre 2025	150.000
CfP5	UNIPROBA	Autre : Dirigé par un membre des peuples autochtones ;	Effet 2	Ruyigi et Cankuzo	N/A	Du 20 Juin 2024 au 20 JUIN 2026	150.000
CfP5	SOPADI	Dirigée par une femme	Effet 2	Ruyigi et Cankuzo	N/A	25 juin 2024 au 25 Octobre 2025 avec extension au 31 décembre 2025	141 550

Deux des partenaires sélectionnés en 2025 pour le CfP5, Centre d'Initiatives et d'Actions pour le Développement Durable au Burundi (CIAD) et Alliance pour la Promotion de l'Employabilité des Jeunes et Femmes (APEF), n'ont pas pu être financés à la suite des défis de gouvernance institutionnelle interne. Une existence physique fictive pour CIAD et une crise de leadership au niveau de CIAD.

³ Pour chaque subvention, indiquez de quel appel à propositions il s'agit (CfP1 ; CfP 2; CfP 3), etc. Veuillez également noter s'il s'agit d'un appel à propositions pour l'initiative de sécurité alimentaire, l'initiative de sécurité climatique, l'initiative de déplacement forcé ou la subvention d'apprentissage par les pairs (L-HUB)

⁴ Sélectionnez parmi les types d'organisations suivant : i) Dirigée par une femme ; ii) Pour les droits des femmes ; iii) les deux (dirigée par une femme et pour les droits des femmes) ; iv) focalisée sur les jeunes ; v) dirigée par les jeunes femmes ; vi) focalisée sur les jeunes et dirigée par les jeunes femmes ; vii) LGBTQI+ ; ou viii) Autre, comme identifiée par l'organisation elle-même.

⁵ Les effets du WPHF sont : Effet 1 : Environnement favorable à la mise en œuvre des engagements FPS ; Effet 2 : Prévention des conflits ; Effet 3 : Réponse humanitaire ; Effet 4 : Résolution des conflits ; Effet 5 : Protection ; Effet 6 : Consolidation de la paix et récupération. Selon le modèle intégré (imbriqué) du cadre de résultats du WPHF, les effets du WPHF sont équivalentes au niveau d'impact pour les partenaires. Si le partenaire a reçu un financement institutionnel, veuillez utiliser cette colonne pour le noter.

⁶ Pour chaque partenaire de mise en œuvre (ceux qui sont sur la page couverture et qui ont reçu un transfert), indiquez s'ils sont i) dirigés par des femmes ; ii) Pour les droits des femmes ; iii) les deux (dirigée par une femme et pour les droits des femmes) ; iv) droits des femmes et jeunes ; v) Organisation de jeunesse (dirigée par des jeunes) ; ou v) Autre, comme identifier par l'organisation.

⁷ Utilisez les dates officielles de début et de fin comme indiquées dans le contrat. Si le projet a reçu une prolongation, veuillez le noter.

2. Bénéficiaires (consolidé)

a) Remplissez la feuille Excel intitulée « Modèle de bénéficiaire du WPHF » pour chaque projet et joignez-la à ce rapport lors de la soumission. Les instructions pour cette feuille de travail se trouvent dans le modèle. La feuille Excel permet de suivre les bénéficiaires par OSC.

b) Dans les tableaux ci-dessous, indiquez le nombre consolidé de bénéficiaires directs touchés pour tous les projets au cours de la période visée par le rapport et les chiffres cumulatifs.

2025					
Catégorie d'âge	Femmes/Filles	Hommes/Garçons	Autre (LGBTQI+)	Total Direct	Bénéficiaires indirects
0-17 ans	17	27	0	44	
18-29 ans	1235	181	0	1416	
30 ans +	3555	273	0	3828	
Total	4807	481	0	5288	60228

* ATTACHEZ le modèle de bénéficiaire du WPHF.

Cumulatif					
Catégorie d'âge	Femmes/Filles	Hommes/Garçons	Autre (LGBTQI+)	Total Direct	Bénéficiaires indirects
0-17 ans	17	27	0	44	
18-29 ans	1296	215	0	1511	
30 ans +	4217	447	0	4664	
Total	5530	689	0	6219	60228

3a. Contexte/Nouveaux développements

Décrivez toutes les évolutions pertinentes dans le contexte de la paix/sécurité/réponse humanitaire/politique/ droits de l'homme/femmes dans le pays au cours de la période du rapport. Décrivez plus précisément comment cette évolution affecte les femmes et les filles.

Au niveau politique et de la gouvernance : L'année 2025 a été marquée par un cycle électoral majeur au Burundi, incluant les législatives et communales (05 juin), les sénatoriales (23 juillet) et les élections collinaires (25 août). Ce processus a confirmé une avancée significative de la représentativité féminine, portée par un plaidoyer efficace et le respect des quotas constitutionnels. À l'issue de ces scrutins, les femmes occupent 39,63 % des sièges à l'Assemblée Nationale (44 députées sur 111, dont une femme Twa cooptée) et 46,15 % au Sénat (soit 6 sur 13 sénatrices). Au niveau de l'exécutif, la participation féminine se maintient à 30,8 % avec 4 ministres sur 14. Sur le plan normatif, l'année a également été charnière avec le lancement de l'évaluation de la Politique Nationale Genre 2012-2025 et l'élaboration de la nouvelle stratégie 2026-2040, soutenue techniquement et financièrement par ONU Femmes.

Au niveau sécuritaire et humanitaire : Au début de l'année 2025, la situation sécuritaire à l'Est du Congo s'est dégradée avec la capture des villes stratégiques telles que Goma, Bukavu. Vers la fin de l'année 2025, la situation s'est empirée avec la prise de la ville d'Uvira, poussant des milliers de congolais à se réfugier au Burundi.

Le conflit a provoqué un déplacement massif de populations. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), environ 50 000 personnes ont été déplacées durant la première quinzaine du mois de décembre 2025, se retrouvant sans abri et dans des conditions précaires selon le rapport d'évaluation rapide des besoins effectués au mois de décembre dans les sites de Kansega et Gatumba. Vers la fin du mois de décembre les réfugiés ayant franchi la frontière entre le Burundi et la RDC dépassaient les 90.000.

Les provinces d'action du WPHF avec la CfP5 (Ruyigi et Cankuzo) ont accueilli un nombre important de réfugiés congolais fuyant les violences liées au conflit entre le M23 et l'armée congolaise dans le cadre de la relocalisation des frontières entre le Burundi et la RDC.

Cet afflux massif exerce une pression considérable sur les ressources locales, notamment en matière de logement, de nourriture, de soins de santé et d'éducation. Face aux besoins d'urgence accrus, les conditions de vie deviennent précaires pour les réfugiés et les communautés hôtes. Suite à cette situation et au risque de voir la violence escalader, les frontières du Congo ont été fermées au mois de décembre en plus de celles du Rwanda fermées depuis le 11 janvier 2024.

3b. Coordination dans le domaine humanitaire/FPS

Décrivez si votre bureau a participé à des réunions sectorielles de l'ONU sur les activités humanitaires/VBG dans les situations d'urgence (CERF, UNFPA, IOM, UNHCR), ou la paix et la sécurité (PBF, UNDP, UNICEF) au cours de la dernière année ? Quels ont été les résultats de ces réunions, et les partenaires du WPHF ont-ils été invités à informer ?

Dans le cadre de la réponse à l'action Humanitaire, ONU Femmes Burundi a participé à l'évaluation multisectoriel rapide des besoins des réfugiés en provenance de la RDC conjointement avec les autres agences des Nations Unies durant le mois de décembre. La situation sécuritaire dans le Sud-Kivu, à l'est de la République Démocratique du Congo, s'est fortement dégradée depuis le début du mois de décembre 2025 avec la prise de la ville d'Uvira. Les affrontements entre les éléments du M23, les FARDC et des groupes armés alliés se sont intensifiés, en particulier dans les zones frontalières. Avec les assistances qui ont commencé dès l'arrivée des réfugiés, l'évaluation a révélé des gaps persistant et grands en termes de besoins dans ces sites de transit et dans les sites de relocalisation. Notez que dans le but de coordonner les interventions de l'action humanitaire, une réunion des intervenants dans la protection se réunit une fois le mois sous le lead du HCR. Durant ces réunions auxquelles participent ONUFEMMES, les participants analyse la situation des besoins, le suivi post distribution, mise à jour sur la réponse contre les VBG.

En termes de partenariat et de mobilisation des ressources, au début de 2025, ONU Femmes a pu mobiliser et bénéficier d'un financement à hauteur de **500 000 USD de UNOCHA CERF** pour « la réponse aux besoins urgents de protection et de moyens de subsistance des femmes, des filles et des groupes vulnérables touchés par des inondations dans les provinces de Bujumbura Rumonge et Cibitoke ». Notez également que en 2026, la situation humanitaire avec la montée des eaux a permis de mobiliser les ressources JSB(Japan Supplementary Budget).

4a. Résultats globaux (impact et résultats) obtenus

Impact et résultats Globaux :

Fournir une brève et consolidée description au niveau du pays (consolidation des résultats des partenaires) de l'impact et des résultats obtenus pour tous les projets (1 à 2 paragraphes maximum, en s'appuyant sur les indicateurs de niveau d'impact).

Impact du WPHF 2 : « Participation effective et prise de décisions accrues des femmes aux processus et interventions relatifs à la prévention des conflits ». Les 5 partenaires qui ont mise en œuvre le projet ont contribué à atteindre les bénéficiaires directs des projets sont au nombre de **5.288** dont 4.807 femmes réparties en 17 filles de moins de 17ans, 1235 de 18-29ans et 3555 femmes de plus de 30ans et 481 hommes dans les deux anciennes provinces de Cankuzo et Ruyigi aujourd'hui une partie de la province de Buhumuza.

Au total **44** femmes ont été élues au niveau collinaire et communal avec la contribution des campagnes de sensibilisation de la population mais aussi la sensibilisation de l'administration locale. Les organisations partenaires ont soutenus des femmes dans leur campagne de se faire élire mais également les femmes ont été sensibilisé à travers des activités sportives et culturelles pour les encourager à élire et se faire. Ces femmes vont porter loin la voix des femmes sur leur priorités. Concernant la prévention et la résolution pacifique des conflits, un total de **935** conflits a été identifiés dont 114 conflits fonciers, 209 conflits familiaux, 111 conflits conjugaux, 66 conflits électoraux, 37 cas d'agression physiques, 211 cas de VSBGs et 187 cas classés parmi autres. Parmi eux, **417** ont été résolus avec l'appui des médiatrices de conflits au niveau communautaire, 40 ont été référé aux instances habiletés. Le projet a également soutenu **1326** femmes par des activités génératrice de revenu et ont vu leur revenus accrus (autonomisation économique). Deux organisations ont apporté un appui technique et financier auprès de 51 groupements dont 45 pour le consortium AFRABU-APFB-FONTAINE ISOKO et 6 par Icirore c'Amahoro. 1125 femmes ont été appuyés à travers les interventions du consortium AFRABU et 201 femmes par Icirore c'amahoro. 31 réseaux d'alerte précoce pour la prévention et la résolution des conflits ont été mise en place par les partenaires en collaboration avec les OSC féminin dans leur zone d'intervention. Ces réseaux ont permis de résoudre les conflits dans un délais court dans les zones d'intervention et d'apporter un appui aux victimes de violences dans la communauté.

Impact et résultats des OSC :

a) Par la suite, décrivez les résultats obtenus⁸ ou en cours⁹ pour CHAQUE projet par domaine d'impact du WPHF dans le pays. Utilisez tous les indicateurs d'impact et de résultat pertinents du cadre de résultats pour illustrer les changements, y compris le changement par rapport à l'année précédente. Ne décrivez pas les extraits ou les activités. Assurez-vous que les liens entre les projets et la consolidation de la paix, l'égalité des genres et le FPS soient expliqués

⁸ Les progrès réalisés en matière d'Effets sont définis comme un changement réel de la valeur des indicateurs suivis pour les résultats respectifs. On considère qu'un résultat ou un extrait a été atteint lorsque ses objectifs ont été atteints.

⁹ Les progrès vers un résultat signifient que l'objectif n'a pas encore été atteint, mais qu'il existe des preuves (à travers les données) d'atteindre les cibles vers la réalisation éventuelle de l'Effet.

4a. Résultats globaux (impact et résultats) obtenus

b) Si une organisation a reçu du financement dans deux domaines d'impact (ex., le volet 1 (domaine d'impact 1) et un autre domaine d'impact), veuillez décrire les résultats pour chaque domaine séparément.

d) Pour toute subvention de L-HUB, veuillez le signaler à la section 8.

Pour les pays ayant plus de 10 projets, vous pouvez consolider l'impact et les résultats par domaine d'impact du WPHF, plutôt que pour chaque projet individuellement. Complétez le tableau d'Annexe A : Résumé des résultats pour obtenir un résumé de tous les résultats, en veillant à ce qu'ils correspondent à ce qui est rapporté dans la section narrative.

AFRABU

Impact « Accroître la participation et le pouvoir de prise de décision des femmes dans le processus relatif à la gestion et la prévention des conflits »

Dans son premier résultat, le consortium AFRABU-APFB-FONTAINE ISOKO a mis en place 2 réseaux d'alerte précoce et de prévention de conflits dirigés par les femmes, il a également renforcé les capacités de ces femmes sur les techniques de gestion et de prévention des conflits.

- En tout 129 conflits ont été identifiés et 65 conflits prévenus grâce aux systèmes de communication efficace entre les femmes membres des réseaux d'alerte précoce ; 59 conflits résolus pacifiquement et 40 conflits référés aux instances habilitées ;
- 2 réseaux d'alerte précoce mis en place et fonctionnel ; permettant le partage et de gestion de l'information en temps réel. Les membres des comités ont mis en place un groupe WhatsApp pour coordonner les informations et permis de résoudre les conflits ci-haut cités.

Concernant son deuxième résultat sur la participation effective de la femme dans les instances de gouvernance locale, des cadres de dialogues et de plaidoyer directs entre les femmes leaders, l'administration locale et les services publics décentralisés ont été menés sur les sujets sensibles comme la participation de la femme dans la gouvernance locale et dans le processus de consolidation de la paix.

- 13 femmes élues sur 24 femmes/filles bénéficiaires qui se sont fait élire aux postes de conseillères : 11 collinaires et 2 communales.
- Augmentation des revenus de 1125 membres de 45 groupements financés en AGRs ; Chaque groupement a bénéficié d'un accompagnement technique ciblé sur la gestion administrative et financière, la pérennisation des activités et la promotion de la bonne gouvernance et a reçu un crédit de 1 620 000 BIF. 35 groupements interviennent dans le commerce procédant à l'achat des denrées alimentaires auprès des agriculteurs et les revendent sur les marchés. Six groupements ont investi dans l'agriculture et quatre groupements ont investi dans l'élevage. Notez aussi que 10% des bénéficiaires sont des hommes (94).

SOPADI-BDI

Impact « Participation effective et prise de décision accrues des femmes aux processus et interventions relatifs à la prévention des conflits »

Une approche de femmes lumière a été adoptée par SOPADI pour leur implication dans la gestion des conflits, la consolidation de la paix et la lutte contre les VSBG. Un système d'alerte précoce de prévention des conflits à travers la surveillance des conflits en utilisant les plateformes numériques. Les femmes lumières sont intervenues dans les conflits électoraux, communautaires et familiaux, favorisant la cohésion sociale et la prévention des violences. SOPADI a appuyé également les femmes lumières également dans la mobilisation le soutien des femmes à élire et se faire élire.

- 30 femmes de différents partis politiques appuyées sur les élections des conseillers communaux et 16 femmes parmi elles ont été élues au niveau local.
- 30 autorités administratives sensibilisées sur l'importance de l'intégration équitable des femmes dans les mécanismes de gestion des conflits ;
- Quatre enquêteurs dont deux femmes et deux hommes avec 15 femmes lumières ont permis de rapporter et d'accompagner 160 cas de VSBGs.

APG-INKINGI

Impact « Participation effective et prise de décision accrues des femmes aux processus et interventions relatifs à la prévention des conflits »

APG-INKINGI a mis en place 360 clubs de paix à majorité des jeunes femmes 270 et 90 jeunes hommes qui ont évolué vers les groupes de solidarité pour leur pérennisation. Trois réseaux de prévention de conflits ont été également créés et ont permis de résoudre

- 295 cas de conflit ont été résolus par les femmes membres de 360 clubs de paix qui ont acquis des connaissances sur la prévention l'analyse et la résolution des conflits y compris ceux basés sur le genre

4a. Résultats globaux (impact et résultats) obtenus

- Sensibilité et Prise de conscience accrues chez 30 jeunes dont 25 jeunes femmes et 5 jeunes hommes sur la lutte contre les violences digitales faites aux femmes et fille grâce à la conduite de la campagne des 16 jours d'activisme sous le thème « Unissons-nous pour mettre fin aux violences numériques faites aux femmes et aux filles »
- 241 actions de médiation, de plaidoyer et de sensibilisation en communauté ont été menés. La médiation concernée les conflits fonciers, intolérance politique et les violences conjugales. Les sensibilisations ont cependant été orientés sur la participation de la femme à la gouvernance locale à la lutte contre les VBG et la masculinité positive.

ICCA

Impact « Participation effective et prise de décision accrues des femmes aux processus et interventions relatifs à la prévention des conflits »

ICCA a

- 201 membres de six groupements ont vu leur revenu accru et leur condition de vie amélioré grâce à l'appui en AGR par du projet Deux groupements ont optés pour l'élevage des porcs seulement, 3 groupements combinent l'élevage des porcs, des chèvres et la culture du riz, et un dernier groupement dans l'agriculture d'élevage.
- 12 femmes sur 98 ont été élues chef de colline dans la zone d'intervention à l'issu des campagnes menées sous le slogan « femme, élis et fais-toi élire »

UNIPROBA

Impact « Participation effective et prise de décision accrues des femmes aux processus et interventions relatifs à la prévention des conflits »

Les femmes autochtones Batwa s'auto-estiment et participent aujourd'hui dans les postes de prise de décision et la prévention des conflits dans leur communauté.

- 9 médiateurs de conflits batwa ont été mise en place et ont résolu 12 cas de conflits dont un cas de violence physique, 5 conflits familiaux et six cas d'injures.
- 3 femmes batwa ont été élues au niveau collinaire (1 cheffe de colline et 2 membres du conseil collinaire) grâce au soutien des autorités et les leaders féminins engagées.

SOPADI-BDI appui institutionnel

- 9 mois de loyer honorés et des frais institutionnels de cette année 2025 ;
- Salaires de 4 staffs (2 femmes, 2 hommes) ont été régulièrement payés ;
- 13 personnes dont 7 femmes et 6 hommes membres du personnel indispensables et bénévoles de l'organisation ainsi que le Conseil d'Administration ont acquis des connaissances sur la mobilisation des ressources ;
- 20 staffs, bénévole et membre du Conseil d'Administration renforcés en capacités sur l'entrepreneuriat afin de mieux d'accompagner les bénéficiaires. La formation a permis aux cadres de SOPADI de mieux accompagnes leurs 540 bénéficiaires des AGRs financés à travers un autre projet « Incubation des entreprises des femmes et des jeunes » financé par FIDA.

4b. Mobilisation de nouvelles ressources et durabilité

a) Mobilisation de nouvelles ressources des partenaires : Pour les OSC où de nouvelles ressources/financements ont été mobilisés (comme indiqué dans le fichier Excel du bénéficiaire), partagez 1 à 2 exemples d'OSC qui ont mobilisé de nouveaux financements au cours de la période de rapport, en décrivant combien elles ont obtenu, d'où et comment leur subvention avec le WPHF/le bureau de pays a contribué à obtenir plus de financement, le cas échéant.

b) Durabilité : Partagez quelques exemples et stratégies utilisés par les OSC pour assurer la durabilité de l'impact de leur projet

En 2025, cinq partenaires ont pu mobiliser des fonds auprès d'autres bailleur entre autres PNUD, l'Union Européenne pour un total de 1, 637, 484 USD. Par exemple :

- APG-INKINGI a pu mobiliser 41.000€ auprès de Bibliothèques sans frontière sur les fonds de l'Union Européenne et 320.000 dollars mobilisé auprès du PNUD pour un projet d'urgence.
- SOPADI quant a lui a mobilisé 120.000 dollars auprès de FIDA à travers le projet de développement des entreprises rurales sur une période de 36mois.
- ICCA a mobilisé des fonds auprès de l'Union Européenne à hauteur de \$208,000
- AFRABU a également mobilisé des fonds auprès de l'Union Européenne à hauteur de 759,484 dollars.
- UNIPROBA a mobilisé à son tour 180.000 dollars auprès de « Right and Ressources Initiatives » de TERRAFUND et « Projet de Résilience de transport au Burundi »

- a) La stratégie utilisée par les OSC pour assurer la durabilité et l'impact de leur projet a été d'abord la mobilisation des fonds pour la continuité des organisations mais également l'appui des équipes ayant acquis des connaissances dans la gestion des conflits.
- b) Proposition :**
- La rencontre entre les élues et le lien entre les réseaux d'alerte précoce : exemple : la mise en réseau des femmes élues au niveau communautaire et les femmes des réseaux d'alerte précoce pour une prise en compte des défis des femmes au niveau communautaire et une réponse communautaire administrative
 - 51 AGRs ont été mise en place et servent à répondre aux besoins de 1326 familles ou membres des familles et à des enjeux de développement à travers une cohésion des femmes dans la communauté et la réponse aux soucis d'éducation, de nutrition, de lutte contre les VBG etc

4c. Produits et activités réalisés

Résumez les progrès réalisés sur les PRODUITS/EXTRANTS et les activités clés sous forme narrative pour chaque projet. Indiquez comment ces produits/extrants ont été atteints (ou sont en train de l'être) et expliquez si des écarts ont eu lieu par rapport aux résultats prévus au cours de la période visée par le rapport. Assurez-vous que toutes les données sont désagrégées si vous rapportez sur les formations, le renforcement des capacités ou d'autres produits/extrants. Veuillez mettre les noms des organisations dans le même ordre que dans la section 4a. Notez que vous N'AVEZ PAS besoin de remplir l'annexe A pour le niveau des produits. Pour les pays ayant plus de 10 projets, veuillez regrouper les produits par domaine de résultats.

FINANCEMENT INSTITUTIONNEL

SOPADI appui institutionnel

Renforcement des capacités des organes du personnel, des partenaires à travers le paiement du loyer et du personnel, l'acquisition de fournitures et frais de communication des bénévoles mais également la stratégie de mobilisation de fond, l'entrepreneuriat et élaboration des projets pour la continuité des activités de SOPADI-BDI

Résultat 1 :

Renforcement de la capacité institutionnelle des organes, du personnel et des partenaires de SOPADI-BDI dans les stratégies de mobilisation des fonds, entrepreneuriat et élaboration des projets pour la continuité de ses activités dans la mise en œuvre des programmes relatifs à l'agenda FPS.

Produit 1: Loyer et coûts salariaux payés pour soutenir la poursuite de l'organisation.

- Payer le loyer, l'eau et l'électricité du bureau principal SOPADI-BDI à Ruyigi
- Les paiements du loyer, de l'eau et du bureau principal de SOPADI Burundi ont été effectués pour 9 mois de cette année 2025 sur un total de 12 mois prévu par le projet
- 5 staffs ont été retenue avec les paiements des salaires (2 femmes, 3 hommes)
- 3 bénévoles ont perçu leurs indemnités de transport et communication pendant une période de 12 mois.

Produit 2 : Le staff, les bénévoles, les membres du Conseil d'Administration et les partenaires de SOPADI formés sur les stratégies de mobilisation des fonds pour assurer la continuité de SOPADI dans ses projets et programmes.

- 13 membres du personnel clé et du Conseil d'Administration ont acquis des connaissances sur les techniques de mobilisation des fonds (développement des projet, net working, costing, etc.)
- 20 staffs, bénévole et membre du Conseil d'administration ont reçu un renforcement des capacités sur l'entrepreneuriat afin de mieux d'accompagner les bénéficiaires

Produit 3 : L'achat des fournitures, produits de base et matériels de l'ONG SOPADI-BDI pour assurer son fonctionnement

- Le matériel de bureau, le matériel de formation et autres ont été acheté et mise à disposition du bureau durant douze mois de mise en œuvre du projet.

FINANCEMENT PROGRAMMATIQUE

Impact du WPHF 2 : « Participation effective et prise de décisions accrues des femmes aux processus et interventions relatifs à la prévention des conflits »

Consortium AFRABU APFB et Fontaine ISOKO

Résultat 1. Un réseau d'alerte et de prévention des conflits dirigé par les femmes est opérationnel

Produit1.1 : Les connaissances de 1125 femmes leaders de 45 groupements sont renforcés sur la gestion des conflits

4c. Produits et activités réalisés

- 1125 femmes/filles leaders des 45 associations groupements ont été renforcés sur la gestion des conflits. (90 % sont des femmes et des filles ; soit 1013, 45 % ont un âge compris entre 18 et 29 ans ;10 % appartiennent à des groupes à besoins spécifiques)
- 225 leaders des groupements (111 de 18 à 29 ans, 114 de 30 ans et plus) de la zone d'intervention et autres acteurs ont été renforcés sur la gestion des associations en fonction de la législation burundaise en vigueur.
- 45 activités initiées par les groupements ont été appuyés et disposent de documents statutaires clairs, un compte bancaire et ont été financés pour accroître leurs revenus.

Produit 1.2 : Les capacités des membres des réseaux d'alerte et de prévention des conflits sont renforcés

- 225 femmes et filles bénéficiaires leaders des associations ont acquis des nouvelles connaissances sur le fonctionnement et la gestion des réseaux d'alerte précoce.
- Deux réseaux d'alerte précoce et de prévention des conflits, ont été mis en place et demeurent pleinement fonctionnels (les membres des comités ont mis en place un groupe WhatsApp pour coordonner les informations). Les deux réseaux ont permis d'atteindre les résultats suivants : Conflits surgis :99 ; Conflits pacifiquement résolus :59 ; Conflits référés après analyse :40 ; Conflits prévenus :65 prévenus.
- 225 membres du réseau d'alerte précoce et de prévention des conflits ont reçus les frais de communication.

Produit 1.3 : Les femmes et les filles leaders des organisations des femmes sont informées sur leurs droits et tous les droits électoraux

- 255 personnes dont 88 femmes âgées de 18 à 29 ans,125 femmes âgées de 30 ans et plus, et 5 hommes âgés de 18 à 29 ans et 37 hommes âgés de 30 ans et plus leaders des associations ont bénéficié des sessions de vulgarisation instruments juridiques internationaux et nationaux qui promeuvent la participation de la femme
- 225 femmes et filles bénéficiaires provenant des zones d'intervention ont été renforcées sur le plaidoyer direct. Elles ont pris connaissance sur : Les opportunités légales et dispositifs en faveur de la participation des femmes/filles aux postes de prise de décision y compris les élections pour bien mener le plaidoyer. 24 femmes et filles ont déposé leurs candidatures aux postes de prise de décision au niveau local pour se faire élire et 13 ont été élues (1 cheffe collinaire à Ruyigi ;6 conseillères collinaires à Ruyigi; 2 conseillères collinaires à Kigamba ; 2 conseillères collinaires à Gisuru ; 2 conseillères Communales à Gisuru).

Résultat 2 : La participation de la femme dans les instances de gouvernance au niveau communautaire est accrue

Produit 2.1 : Augmentation du taux de la participation de la femme dans les instances de gouvernance au niveau communautaire

- 225 participants (63 femmes âgées de 18 à 29 ans, 135 femmes âgées de 30 ans et plus, et 12 hommes âgés de 18 à 29 ans et 15 hommes âgés de 30 ans et plus) ont pris part à une session portant sur l'opérationnalisation des cadres de plaidoyer directs (CDP), axée sur la promotion des droits des femmes et leur participation aux instances locales. 47 femmes et filles parmi celles qui ont été accompagnées par le projet ont été intégrées dans les comités locaux de développement.
- 225 participants (55 femmes âgées de 18 à 29 ans, 107 femmes âgées de 30 ans et plus, et 26 hommes âgés de 18 à 29 ans et 37 hommes âgés de 30 ans et plus) et autres acteurs présents ont été renforcés en lobbying et plaidoyer, la sensibilité au genre, la masculinité positive et l'échange d'expérience.
- 45 petites banderoles ont été produits pour valoriser les actions et 3 roll-up destinés à renforcer la visibilité lors des formations ont été produits ; 9 t-shirts au message du projet renforcer la visibilité du projet ;

SOPADI

Résultat 1 : Les femmes et les filles au même titre que les hommes participent de façon effective dans les mécanismes de gestion de conflits de consolidation de la paix et la lutte contre les VSBGs et leur voix est prise en considération.

Produit 1.2 : Femmes lumières formées pour sensibiliser sur l'agenda femme paix et sécurité et leurs droits

- 840 femmes lumières dont ont été formés sur l'agenda femmes paix et sécurité, le leadership, les droits de la personne et la violence envers les femmes et les filles pour qu'à leur tour elles forment d'autres femmes tout au long de la mise en œuvre du projet.

Produit 1.3 : Femmes leaders mobilisés pour élire et se faire élire

- 30 Femmes /filles lumières, membres des partis politiques ont été mobilisées et soutenues pour participer et se faire élire aux élections 2025 parmi elles 16 ont été élues aux conseils communaux de deux communes Butaganzwa et Gisagara.

Produit 1.4 : Echanges des leaders sur la négociation et le dialogue

4c. Produits et activités réalisés

- 20 personnes dont 16 femmes leaders et représentantes des associations féminines et 4 hommes leaders locaux ont participé à l'atelier sur l'implication effective des femmes sur le processus de négociation et de dialogues au niveau local.

Produit 1.5 : Un système de prévention des conflits sensible au genre mise en place

- 19 personnes dont 15 femmes ont participé à un atelier de mise en place d'un système de prévention de conflits sensibles au genre. Des téléphones mobiles ont été octroyés aux points focaux pour l'analyse des risques et l'alerte précoce en utilisant les plates formes numériques adaptés à la zone d'intervention.

Produit 1.6 : Plaidoyer pour l'intégration des femmes dans le mécanisme de gestion prévention des conflits, de sécurité et de lutte contre les VSBGs.

- 2142 sur 2079 nouvelles autorités administratives et des juridictions sensibilisés en dix séances de plaidoyer sur l'importance de l'intégration équitable des femmes dans les mécanismes de gestion des conflits et la lutte contre les VSBGs

Produit 1.7 : Les autorités provinciales et communales formées pour considérer équitable les hommes et les femmes lors de l'identification des membres des mécanismes de gestion prévention des conflits

- 30 autorités communales majoritairement des hommes formés sur la prise en compte équitable les hommes et les femmes lors de l'identification des membres des mécanismes de gestion prévention des conflits ;

Produit 1.8 : Activités sportives organiser pour réduire les inégalités homme-femmes

- 120 personnes ont participé aux compétitions qui ont commencé par les éliminatoires entre les zones. Les spectateurs et les compétiteurs ont été sensibilisés à travers des activités culturelles et sportives sur les enjeux d'égalité de genre, et de rapport plus égalitaire entre les hommes et les femmes qui a abouti à plus de respects des droits des femmes dans leurs communautés ;

Produit 1.9 : Les autorités, les juges, agents de santé, femmes leaders, et organisations féminines formées pour améliorer la prise en charge des VSBGs

- 150 participants dans la formation des corps de police et de sécurité, les juges, agent de sante, les femmes leaders des organisations féminines sur les instruments nationaux et internationaux sur la protection des droits des femmes et des filles en période de conflits et post conflits. Ils ont abordé les techniques d'écoute actives pour améliorer la prise en charge des VSBGs, la prise en charge holistiques des survivants des survivants des VSBGs.

APG-INKINGI

R1 : Participation effective et prise de décision accrues des femmes au processus et intervention relatives à la prévention des conflits

Produit 1 : Renforcement des capacités des jeunes femmes sur la prévention, l'analyse et la résolution des conflits y compris ceux liés aux violences basées sur le genre ;

- 360 jeunes dont 90% sont des femmes et 10% des hommes ont été renforcés sur les résolutions 1325 et 2250 du conseil de sécurité des nations unies et les dispositions nationales y afférentes, la communication non violente par le principe « do no harm », leadership digital ; citoyenneté responsable ; la prévention et la résolution pacifique des conflits y compris ceux liés à la période électorale ainsi que les violences basées sur le genre et la masculinité positive ;
- 360 clubs de paix ayant chacun 30 membres (80% sont des femmes) et le total des membres s'élève à 10.800 qui vont évolués vers des clubs de solidarités et coopératives ont été mise en place ;

Produit 2 : Création des réseaux de prévention des conflits

- 120 jeunes (108 femmes et 12 hommes) sont membres de trois réseaux de prévention des conflits respectivement dans les trois communes d'intervention. Chaque réseau compte 40 jeunes dont 36 femmes/filles et 4 hommes.
- 120 jeunes membres de réseaux sont renforcés sur la tolérance de l'égalité des sexes, cohésion sociale et la paix

Produit 3 : Les jeunes femmes améliorent leurs connaissances sur leur droits et obligation et sur les mécanismes de gouvernance leur permettant une plus grande participation aux instances de décisions

- 360 jeunes ont été formés sur les droits et les devoirs citoyennes, les notions de leadership et les mécanismes de Gouvernance ;

Produit 4 : Les autorités administratives et religieux sont sensibilisés sur les droits des jeunes femmes à participer aux instances de prise de décision et encourage leur engagement dans la promotion de la cohésion sociale.

- 360 jeunes femmes membres des clubs de paix ont été sensibilisés sur droits et obligation citoyens et les mécanismes de gouvernance pour ensuite sensibiliser leurs paires membres de leur club de paix au nombre de 10.800;
- 30 Jeunes (25 femmes et 5 hommes) et 10 autorités administratives ont participé à l'élaboration de vision des jeunes pour la province de Buhumuza d'ici 2030. « En 2030, les jeunes de la province de Buhumuza, Burundi filles

4c. Produits et activités réalisés

et Garçons sont des acteurs engagés dans la construction des communautés pacifiques, inclusives et résilientes. Dans ces communautés les violences sexuelles et basées sur le genre n'ont plus de place. Grace à la participation active des clubs de paix des jeunes et au leadership féminin, ils contribuent à l'émergence d'un Burundi équitable, solidaire et en plein développement en cohérence avec la vision 2040-2060 »

- 30 jeunes femmes participent dans l'atelier d'élaboration des besoins spécifiques des femmes/filles à mettre dans les Plan Communaux développement Communautaire (PCDC)
- 120 autorités administratives, traditionnelles et religieuses participe à une session d'information organisée pour une prise en compte des besoins spécifiques des femmes/filles dans les instances de prise de décision.

Produit 5 : Les jeunes hommes et les jeunes femmes s'activent pour participer dans la prévention de conflits liés aux élections

- 360 jeunes participent dans les réseaux de paix et s'activent dans la gestion et la résolution des conflits pendant la période électorale.

Produit 6 : Développement d'une vision et d'une stratégie pour la prévention des conflits locaux

- Créer et animer un espace de dialogue des femmes/filles et les décideurs locaux pour promouvoir les messages de paix
- 30 jeunes ont été Sensibilisé sur la lutte contre les VSBG à l'égard des femmes dans la gouvernance pendant la campagne de 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes.
- 120 jeunes femmes ont participé à la célébration internationale de paix sous le thème « se relever pour un monde plus équitable et durable » et ont partagé des messages de paix via compte Facebook de APG-INKINGI et sur la chaîne de télévision en ligne de Mashariki TV.

ICIRORE C'AMAHORO(ICCA)

Produit 1.1: Les capacités des OSC et des AL à participer de manière active et productive à la gouvernance et aux mécanismes locaux de prévention des conflits sont renforcées dans les Communes ciblées.

- 60 femmes leaders des différents partis politiques améliorent leur connaissance et compétences en matière de dialogue politique, gestion de conflit et la bonne gouvernance.
- 217(119 femmes et 98 hommes) membres de 10 OSCs féminines participent à un atelier d'une journée avec les conseils communaux afin de plaider pour les femmes membres des OSCs féminines d'intégrer dans des cadres locaux de concertation (les CCDC et CDC) ;
- 120 femmes membres des OSCs et 60 autorités locales améliorent leur connaissance en matière de la gouvernance et de la gestion des conflits (pour assurer et promouvoir la participation des OSCs féminines dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des PCDC et PTBA) pendant trois jours
- 60 femmes membres des OSCs féminines acquièrent des connaissances sur le fonctionnement de l'administration et processus d'élaboration du budget et gestion des conflits.
- 60 femmes membres des OSCs féminines participent aux séances plénières du conseil communal et réunions de présentation des réalisations des PCDC et Plans Communaux d'Investissement Annuel (PCIA) aux populations
- 60 jeunes leaders dont 43 Femmes et 17 hommes des différents partis politiques sont renforcés en compétences en matière de dialogue politique, gestion de conflit et la bonne gouvernance.
- **201 femmes** appartenant à 6 groupements acquièrent des connaissances dans la conception du plan d'affaire dans les anciennes communes Cendajuru, Butezi et Kinyinya les participants étaient de
- 120 femmes leaders membres des partis politiques, OSCs féminines améliorent leur connaissance en matière de leadership féminin pour devenir des éléments catalyseurs qui vont plaider et appeler les femmes à élire et se faire élire.
- 60 jeunes leaders (49 femmes et 11 Hommes) des partis politiques sont renforcés sur les compétences en gestion des conflits et cohésion sociales influencent les autres jeunes.

Produit 1.2 Les jeunes leaders, y compris ceux des partis politiques participent au dialogue et échange sur la paix, la solidarité et la prévention des conflits.

- 30 femmes leaders issues de la société civile féminine, les autorités, les dirigeants politiques et les autres parties prenantes ont échangé avec les présidents communaux et provinciaux des partis politiques reconnus dans les provinces Ruyigi et Cankuzo afin de les amener à être sensible sur le politique nationale genre et les rendre sensible à la dimension genre quand ils vont aligner les candidats dans différentes positions.

4c. Produits et activités réalisés

- 40 participants (représentants des mouvements associatifs au niveau provincial et les conseils juridiques des administrateurs communaux) cartographient les organisations féminines de base dans la zone du projet qui travaillent sur la paix et la sécurité des femmes.
- 147 jeunes des différents partis politiques dont 115 femmes et 32 hommes ont participé des activités sportives et culturelles au niveau collinaire (football, course de vélo, poésie etc) ayant touché plus de 1000 personnes sensibilisées dans l'optique de renforcer la cohésion sociale ;
- 17 (14 femmes et 3 hommes) participent dans les séances de plaidoyer pour la participation des femmes dans les prises de décisions organisée avec le forum national des femmes et les représentants du Ministère ayant en charge les droits de la personne humaine en ses attribution.

Produit 1.3: Documents de communication et d'information sur la gouvernance et la prévention des conflits élaborés et disséminés en Kirundi.

- Deux radios ont été utilisé radio agaseke FM de Ruyigi et UMUCO FM pour la production des émissions radiodiffusées via les médias communautaires sur les questions de paix, cohésion sociale ;
- Elaboration et distribution de 720 dépliants en rapport avec la R1325
- 15 personnes influentes ont participé à une séance de plaidoyer pour la participation des femmes dans les instances de prises de décisions.
- 20 participantes toutes des femmes échangent avec les leaders des partis politiques pour un plaidoyer de la participation des femmes dans les instances de prises de décisions.

Produit 1.4 Créer des mécanismes communautaires de suivi des citoyens rapportant des problèmes affectant les femmes des, et la coexistence pacifique et la fracture des lignes

- 10 points focaux issus des OSC féminines renforcés sur les questions d'inclusion féminine dans la gouvernance, prévention des conflits dans les zones d'intervention et sur l'analyse du contexte et sur comment prévenir les conflits.
- 25 réseaux d'associations de femmes dont 9 à Cendajuru, 8 à Butezi et 8 à kinyinya sont mise en place ;
- 160 organisations de la société civile féminine de base existants dans les provinces de Ruyigi et de Cankuzo sont cartographiées et peuvent servir de canaux pour l'engagement local.
- 25 responsables d'associations et de réseaux de femmes sont formés sur le suivi des initiatives de consolidation de la paix et la sécurité.
- 135 femmes participent dans les réunions communautaires animées par les réseaux d'OSC afin de convenir de formats de collaboration et d'échange et inclusion des femmes dans les instances de consultation ; 25 sessions ont été réalisées dont 9 sessions à Cendajuru, 8 sessions à Butezi et 8 sessions respectivement en commune à Kinyinya.
- 30 femmes participent aux séances de restitution des performances des réseaux féminins dans les collines d'intervention. Les réseaux ont restitué sur les actions menées en rapport avec les notions apprises dans différentes sessions de formations auxquelles leurs membres ont vu la participation

Produit 1.5. Les femmes assurent le lead des initiatives citoyennes des groupes communautaire de suivi des actions de gouvernance et de gestion et prévention des conflits.

- Deux campagnes de sensibilisation à travers des caravanes musicales avec 1100 participants estimés au total. A Cankuzo 600 participants estimés et 500 dans l'ancienne province de Ruyigi. Le message était centré sur la mobilisation des femmes à élire et se faire élire dans les sphères de prise de décision lors des élections de 2025.

UNIPROBA

Résultat 1. Les femmes autochtones Batwa et albinos s'auto-estiment et participent au même titre que les hommes et les femmes dans les instances de prise de décisions au niveau

Produit 1 : Des ateliers de sensibilisation et d'échange sont organisés pour éveiller la conscience des femmes Batwa et Albinos sur l'estime de soi, le leadership, leurs droits et la participation citoyenne

- La création de 70 groupements pour l'encadrement des bénéficiaires du projet. Ces groupements comprennent au total 1806 membres bénéficiaires dont 1480 femmes, 128 jeunes filles, 195 hommes et 3 jeunes garçons.
- 120 bénéficiaires dont 111 femmes et 9 hommes des groupements féminins Batwa acquièrent des connaissances sur le leadership et plaidoyer et sur d'autres thématiques clés comme le changement de comportement dans les domaines de l'éducation, l'habitat, la santé, hygiène, eau et assainissement,

Produit 2 : Des sessions de renforcement des capacités sont offertes aux acteurs formels et informel sur la résolution des conflits sensibles au genre.

- 123 participants issus de (représentants de l'administration communale, zonale et collinaire (6), des représentants des centres de développement familial et communautaire (3), des femmes Batwa représentant les bénéficiaires du

4c. Produits et activités réalisés

projet (95), des représentantes des fora des femmes au niveau communal (3), des points focaux communaux de l'UNIPROBA (4) et des médiateurs des conflits locaux affectés sur le projet (9)) acquièrent des connaissances sur la participation citoyenne de la femme ;

- 68 participants aux échanges des administratifs locaux et des Représentants des Batwa nouvellement élus sur leur rôle dans la gouvernance locale et sur la promotion de l'accès à la justice des femmes autochtones Batwa.
- 9 médiateurs de conflits batwa ont été mis en place et ont résolu 12 cas de conflits dont un cas de violence physique, 5 conflits familiaux et six cas d'injures.

5. Histoire d'impact (1/2 page maximum)

De l'ombre à la lumière : mon combat pour transformer ma communauté au Burundi



Je m'appelle Alvanie et je viens de la colline Caragata, dans la commune de Butaganzwa. Je suis issue de la communauté Batwa, l'un des peuples autochtones les plus marginalisés du Burundi. Grandir ici, en tant que femme Batwa, signifiait apprendre très tôt que ma voix ne comptait pas. Partout autour de moi, je voyais des filles et des femmes contraintes au silence. On me disait souvent : « La politique n'est pas pour les femmes, encore moins pour une Mutwa. » Ces mots auraient pu me briser... mais ils ont réveillé en moi une détermination que je ne soupçonnais pas.

L'accès à l'éducation était un luxe, les opportunités économiques quasi inexistantes, et la vie publique me semblait inaccessible. Pourtant, j'ai refusé de me laisser définir par ces limites. Très tôt, j'ai commencé à m'engager

dans ma communauté, à écouter, à dialoguer et à chercher des solutions, même modestes, pour améliorer le quotidien de ceux qui, comme moi, avaient été réduits au silence.

Mon parcours a pris un tournant décisif grâce à l'appui d'ONU Femmes et du Fonds des femmes pour la paix et l'action humanitaire (WPHF). Grâce à eux, j'ai découvert que mon expérience, mes idées et ma voix avaient de la valeur. J'ai participé à des espaces de dialogue sûrs et à des formations sur le leadership féminin, les droits humains et la participation politique. J'ai compris que je pouvais faire plus que survivre : je pouvais agir, défendre et inspirer.

Poussée par cet élan, j'ai pris un risque immense : me présenter à un mandat local. Chaque jour, je me demandais si ma communauté me ferait confiance, si je pourrais représenter celles et ceux qui étaient trop souvent ignorés. Et pourtant, grâce à mon engagement sincère et à l'ancrage profond que j'avais construit avec les habitants, j'ai été élue représentante de la colline Caragata. Pour moi, cette victoire n'était pas seulement politique : elle symbolisait la possibilité pour chaque femme Batwa de rêver et de se lever.

Aujourd'hui, dans l'exercice de mon mandat, je crée des espaces où les femmes peuvent parler, où les jeunes filles osent rêver, où nos voix sont enfin entendues. Nous abordons ensemble les violences basées sur le genre, l'accès aux services sociaux et l'autonomisation économique. Je travaille aussi avec les écoles et UNIPROBA pour scolariser les filles Batwa et offrir des programmes d'alphabétisation aux femmes adultes.

Chaque sourire, chaque fille qui s'assoit à une table d'école, chaque femme qui prend la parole me rappelle pourquoi je me bats. Mon parcours prouve qu'une femme autochtone, lorsqu'elle est soutenue, peut devenir un véritable moteur de changement, d'espoir et de transformation dans sa communauté.

6a. Produits de connaissance et communications/visibilité de l'ONU ou le Entité de Gestion (ME)

a) Décrire les nouveaux produits de connaissances ou matériel de communication développés par l'UNW CO ou le ME au cours de la période. Il peut s'agir d'études de cas, d'enquêtes ou de recherches majeures, d'évaluations ou d'évaluations menées au cours de la période visée par le rapport. Cette section doit également inclure une liste et une description de tous les nouveaux produits (sites web, notes d'orientation, médias sociaux, études de cas, photos, vidéos, etc.) développés pour accroître la visibilité des projets et du programme, ainsi que du WPHF.

* Veuillez joindre une copie de l'étude, de l'évaluation, de la recherche, de l'enquête ou de l'évaluation en annexe et inclure les liens Web dans cette section, si pertinent

6a. Produits de connaissance et communications/visibilité de l'ONU ou le Entité de Gestion (ME)

- ONU femmes en collaboration avec ses partenaires a produit un documentaire sur leurs réalisations dans les provinces de Cankuzo et Ruyigi. Chaque partenaire a eu l'occasion de s'exprimer sur ce qu'il a pu atteindre mais surtout les bénéficiaires eux-mêmes se sont exprimés quant à leur satisfaction par rapport aux interventions : <https://www.facebook.com/share/v/183QcAhd9M/>
- Renforcement des capacités opérationnelles de l'Association des Femmes Actrices de Paix et de Dialogue : <https://www.facebook.com/share/p/1BfvdtZeVi/>
- Histoire humaine et de succès : <https://www.facebook.com/share/p/17c1gTcDAu/>
- Élues pour servir : quand les femmes de Buhumuza façonnent le leadership local. <https://www.facebook.com/share/p/1FzpWHZnDJ/>
- Renforcement des capacités des partenaires de WPHF à travers ONU Femmes : <https://www.facebook.com/share/p/1HThnpUBtm/>
- Du vote à l'action : les femmes leaders au cœur du changement à Buhumuza : <https://burundi.un.org/fr/308006-du-vote-%C3%A0-l%E2%80%99action-les-femmes-leaders-au-c%C5%93ur-du-changement-%C3%A0-buhumuza>
- Tamura Oil, l'or rouge du Burundi : Une histoire de succès au féminin : <https://burundi.un.org/fr/295409-tamura-oil-%E2%80%99or-rouge-du-burundi-une-histoire-de-succ%C3%A8s-au-f%C3%A9minin>
- Icirore c'Amahoro a produit des dépliants dans le cadre de la mise en œuvre du projet, ICCA à procéder à la production et à la distribution des dépliants afin de vulgariser les messages clés en lien avec la Résolution 1325 des Nations Unies.
- APG-INKINGI est en consortium avec Mashariki-TV une télévision en ligne qui publie les réalisations de l'organisation servant aussi de sensibiliser les jeunes. Notez également que APG possède une plateforme sur Facebook sur lequel ils partagent des messages clés de sensibilisation : <https://www.facebook.com/share/p/17VyTcF51e/>

6b. Produits de connaissance et communication/visibilité des partenaires de mise en œuvre

a) Énumérez quelques exemples de produits de connaissance de haute qualité produits par un partenaire de mise en œuvre au cours de la période considérée. Il peut s'agir d'études de cas, d'enquêtes ou de recherches majeures, d'évaluations ou d'évaluations menées au cours de la période visée par le rapport. Cette section doit également inclure une liste et une description de tous les nouveaux produits (sites web, notes d'orientation, médias sociaux, études de cas, etc.) développés pour accroître la visibilité des projets et du programme, ainsi que du WPHF.

* Veuillez joindre une copie ou un lien de l'étude/de l'évaluation/de la recherche/de l'évaluation en annexe et inclure les liens Web dans cette section, le cas échéant. Pour des photos, veuillez les partager (avec une légende) avec l'équipe de communication de la WPHF.

SOPADI

- Module de formation des Femmes Lumières sur l'Agenda FPS, le leadership, les Droits de la personne et la violence envers les femmes ;
- Module de formation entrepreneuriat
- Module sur la mobilisation des ressources (appui institutionnel)

ICIRORE C AMAHORO

- Module sur la communication non violente ;
- Module sur la citoyenneté active ;
- Module sur la création/ redynamisation des cadres locaux ;
- Module sur la résolution pacifique des conflits ;
- Module de formation sur les VBG ;
- Modules de formation sur les plans communaux de développement communautaire ;
- Module de formation sur la résolution pacifique des conflits à l'endroit des jeunes
- Module de formation sur la bonne gouvernance ;
- Module de formation sur le dialogue politique des jeunes au Burundi ;
- Module de formation sur les stratégies d'affaire
- Module de formation sur la politique nationale genre ;
- Module de formation sur le leadership féminin ;
- Module de formation sur l'inclusion dans la Gouvernance

APG INKINGI

- Module sur le leadership digital
- Module sur la résolution pacifique des conflits
- Module de formation sur la R1325 ;
- Module de formation sur la R2250 ;

AFRABU

- Module de formation sur la gestion des associations selon la législation burundaise en vigueur (en kirundi) ;
- Module de formation sur la prévention et la gestion pacifique des conflits (en kirundi)

UNIPROBA

- Module de formation sur la résolution des conflits sensible aux genres ;
- Module de formation sur le leadership et le plaidoyer

6b. Produits de connaissance et communication/visibilité des partenaires de mise en œuvre

Maison de renforcement des capacités CASAMEZA

- PPT sur la gestion d'un projet
- PPT sur le suivi et évaluation : outils et méthodologie et cas pratiques sur terrain.
- PPT sur la pérennité financière
- PPT sur l'audit financier : rôle et objectif
- Modèle de politique de prévention contre l'exploitation et les abus sexuels des OSC
- Modèle de plans stratégiques et plans annuels des OSC
- Modèle de politiques anti-fraude

7a. Activités de renforcement des capacités par le bureau de pays/l'entité de gestion du Bureau de l'ONU

Pour les pays qui ont mis en œuvre des projets de renforcement des capacités avec un financement du WPHF

1. Si votre pays a reçu des fonds pour des initiatives de renforcement des capacités, rapportez sur les CHANGEMENTS en utilisant votre cadre de résultats et les indicateurs d'impact et résultats dans le ProDoc approuvé. Si vous avez utilisé un outil d'évaluation de la capacité organisationnelle (OCAT) ou effectué d'autres sondages, incluez les résultats ici. Partagez avec WPHF des documents de renforcement des capacités qui ont été produits grâce à ce financement.

2) Sous forme de puces (2-4), notez les produits (extrants) effectués selon votre ProDoc.

1. IMPACT ET RÉSULTATS :

Renforcement de la participation des organisations de la société civile au plaidoyer et à l'influence de l'agenda FPS-AH.

- ➔ 16 organisations de la société civile dont 7 financées par le WPHF ont été renforcées en termes de capacités institutionnelle, programmatiques et financières pour influencer l'agenda femmes paix et sécurité ;
- ➔ 7 matériels de formations ont été partagés à ONU femmes sur les thématiques de gestion financière (anti-fraude, gestion financière, pérennité financière, audit financière), des thématiques programmatiques (gestion des projets) et au niveau institutionnel (PSEA,)

Jusqu'au moment de rapportage aucune politique n'a été validée par des organisations. Ceci est lié au délai court entre la finalisation de la formation, le partage des documents et la date de rapportage sur le projet.

2. PRODUITS (EXTRANTS) :

Sept organisations partenaires de ONU femmes et financées par le WPHF ont été évalués et ensuite renforcés, il s'agit de : AFAPD, AFRABU, APG-INKINGI, ICCA, SOPADI, UNIPROBA, Fontaine ISOKO. 12 autres organisations féminines partenaires ont été formées : Foi en Action, CICB, COPED, CAFOB, UCBUM, Forum des femmes, Femmes Juristes et le Centre SERUKA

Produit 1 : Les organisations de femmes disposent des stratégies et documents pertinents pour leur stabilité institutionnelle.

- **Elaborer les politiques de prévention contre l'exploitation et les abus sexuels des OSC** : 46 personnes ont participé à la session de deux jours visant à équiper les organisations partenaires des connaissances, outils et procédures nécessaires pour créer et maintenir des environnements sûrs, respectueux et exempts d'exploitation et d'abus pour toutes les personnes touchées par leurs interventions. Les organisations disposent des documents de politique de prévention contre l'exploitation et abus sexuel des OSCs. La formation leur a permis d'aligner avec des politiques organisationnelles sur les standards internationaux et particulièrement sur la politique de Tolérance Zéro des Nations Unies face à l'exploitation et aux abus sexuels et améliorer les mécanismes de signalement et de prise en charge des victimes, reconnaissant que même les meilleures politiques de prévention ne peuvent éliminer complètement les risques et que la qualité de la réponse aux cas avérés est tout aussi critique que la prévention.
- **Elaborer les plans stratégiques et plans annuels des OSC** : L'examen révèle des trajectoires institutionnelles distinctes : si l'AFRABU et l'APG INKINGI disposent de plans arrivés à maturité (2021-2025), elles font face au défi urgent d'intégrer pleinement la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) pour rester compétitives. De leur côté, l'AFAPD et l'ICCA affichent des perspectives à long terme allant jusqu'en 2030, mais elles doivent impérativement clarifier la distinction entre les "produits" immédiats et les "effets" transformateurs. Enfin, l'UNIPROBA et la SOPADI se distinguent par une inclusion exemplaire des populations les plus marginalisées, comme les Batwa, bien que leurs plans soient parfois jugés trop ambitieux au regard de leur capacité d'absorption actuelle. La participation à la Gestion Stratégique, 32 femmes pour 15 hommes, soit une représentation féminine de près de 69%.

Produit 2 : Les organisations de femmes disposent et appliquent des politiques financières

- **Elaborer et sensibiliser les OSC sur les politiques anti-fraude** : 48 participants sur deux jours intensifs, la formation s'inscrivait dans la stratégie globale d'ONU Femmes visant à renforcer la transparence, la redevabilité et l'intégrité au sein de ses organisations partenaires. Dans un contexte où les cas de fraude continuent de miner la crédibilité du secteur associatif, de compromettre l'efficacité de l'aide et d'entraîner des conséquences dramatiques pour les

7a. Activités de renforcement des capacités par le bureau de pays/l'entité de gestion du Bureau de l'ONU

Pour les pays qui ont mis en œuvre des projets de renforcement des capacités avec un financement du WPHF

1. Si votre pays a reçu des fonds pour des initiatives de renforcement des capacités, rapportez sur les CHANGEMENTS en utilisant votre cadre de résultats et les indicateurs d'impact et résultats dans le ProDoc approuvé. Si vous avez utilisé un outil d'évaluation de la capacité organisationnelle (OCAT) ou effectué d'autres sondages, incluez les résultats ici. Partagez avec WPHF des documents de renforcement des capacités qui ont été produits grâce à ce financement.

2) Sous forme de puces (2-4), notez les produits (extrants) effectués selon votre ProDoc.

organisations impliquées. La mise en place des mécanismes robustes de prévention de la fraude au sein des organisations partenaires ; un système de contrôle interne robuste avec séparation appropriée des fonctions fera objet de prochaines étapes.

- **Formation des OSC sur la pérennité financière** : La session s'est attaquée à l'un des défis les plus pressants auxquels font face les organisations de la société civile au Burundi et dans toute l'Afrique : comment assurer leur survie et leur efficacité à long terme dans un contexte de raréfaction des financements extérieurs, de compétition accrue pour des ressources limitées et d'exigences croissantes de démonstration d'impact durable. La dépendance excessive aux bailleurs de fonds a été identifiée comme une vulnérabilité existentielle pour la plupart des organisations, créant une fragilité où la fin d'un financement majeur peut entraîner l'effondrement de l'organisation entière.
- **Formation des OSC sur l'audit financier** La session s'est focalisée sur la compréhension des étapes clés de la démarche d'audit financier, depuis la planification initiale et l'évaluation du contrôle interne jusqu'aux tests substantifs, l'analyse des états financiers et la formulation de l'opinion d'audit, permet aux organisations de savoir à quoi s'attendre et comment faciliter le processus. L'identification des risques financiers et des faiblesses de contrôle interne équipe les organisations des capacités d'auto-diagnostic nécessaires pour améliorer continuellement leurs systèmes. Cette formation visait à démystifier l'audit, à transformer la perception qu'en ont les organisations, et à les équiper pour se préparer adéquatement et tirer pleinement profit des missions d'audit.

Produit 3 : Les organisations de femmes sont dotées de capacités organisationnelles

- **Formation des OSC sur la gestion d'un projet** : La session dispensée sur deux jours a abordé les dimensions opérationnelles et managériales de la mise en œuvre des interventions des organisations de la société civile et visait à transformer la manière dont les responsables conçoivent, planifient, exécutent et évaluent leurs projets. 47 participants ont été renforcés l'attitude et le caractère d'un bon gestionnaire de projet, reconnaissant que les compétences techniques seules sont insuffisantes sans les qualités personnelles appropriées.
- **Former les OSC partenaires sur le suivi et évaluation** : L'analyse a mis en évidence les lacunes dans les cadres de résultats, les systèmes de suivi-évaluation, et la gestion basée sur les données probantes, proposant des pistes d'amélioration concrètes. La session a abordé l'apprentissage par l'approche participative en répondant aux questions suivantes : *De quelles informations avons-nous besoin pour suivre la performance et les résultats ? Comment les données seront-elles collectées, analysées et rapportées ? Qui est responsable du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage ? Comment évaluons-nous l'efficacité, la pertinence et l'impact ? Comment transformons-nous les constatations du S&E en apprentissage ? Comment adaptons-nous les stratégies et programmes sur la base de preuves ? Comment équilibrons-nous la redevabilité envers les donateurs avec l'apprentissage et l'amélioration ?*

Les documents de renforcement des capacités produit par la maison de renforcement des capacité CASAMEZA :

- PPT Gestion Stratégique
- PPT Gestion de projet
- PPT politique de prévention contre l'exploitation et les abus sexuels (2)
- PPT Politique anti-fraude
- PPT pérennité financière
- PPT Audit financier
- Rapport de la revue des documents institutionnels des partenaires du WPHFund
- Modèle de politique PSEA pour toutes les 16 organisations formées
- Modèle de politique anti fraud pour toutes les 16 organisations formées

7b. Initiatives de renforcement des capacités d'autres pays qui ont bénéficié aux partenaires du WPHF

Si votre pays (ceux qui n'ont pas reçu de fonds pour des initiatives de renforcement des capacités) a organisé des sessions de renforcement des capacités (webinaires, sessions de formation en personne, ateliers, etc.) qui ont été organisées par le bureau de pays, l'entité de gestion ou d'autres agences externes avec des OSC partenaires, veuillez décrire. Inclure i) le sujet/sujet ; ii) qui a mené le renforcement des capacités ; iii) où (virtuel/en personne) ; iv) le nombre d'OSC et de représentants d'OSC qui ont participé. Décrivez les résultats des sondages effectués avant et/ou après la formation qui ont pu être remplis. Enfin, si des documents de renforcement des capacités ont été produits et qu'ils pourraient bénéficier à d'autres OSC, veuillez les partager avec le WPHF.

N/A

8. Subventions L-HUB (apprentissage par les pairs, mentorat ou actions conjointes de plaidoyer)¹⁰

Si les OSC partenaires ont mis en œuvre une subvention L-HUB au cours de l'année, veuillez résumer les principales initiatives et les résultats de ces subventions. Cela devrait inclure les résultats liés aux compétences, à la création de coalitions/réseaux, etc., conformément au document de projet des OSC. Incluez également le nombre de représentants d'OSC (ventilé par sexe et par groupe d'âge) qui ont bénéficié de ces subventions. Veuillez partager le modèle de rapport de subvention d'apprentissage par les pairs ou de mentorat dûment rempli avec votre rapport annuel.

*Les partenaires qui ont reçu ces subventions doivent également être inclus dans le profil des OSC (section 1) et le modèle de bénéficiaire du WPHF 2025 dans une rangée distincte

N/A

9. Risques et mesures d'atténuation

À l'aide du tableau ci-dessous, identifiez et i) évaluez les risques au cours de la période ; ii) la probabilité que ce risque se produise ; iii) l'impact qu'il aurait sur le projet, le programme ou le pays. Quelles sont les mesures de prévention et d'atténuation pour minimiser ce risque ou d'y répondre s'il se produit ? Tenir compte des risques liés à l'apparition ou à l'escalade de conflits/tensions, au changement climatique, aux risques programmatiques ou institutionnels, au suivi et à l'évaluation et Ne pas Nuire.

Risque Contexte, Programmatique, institutionnel (décrire brièvement)	Niveau de risque 4=Très élevé 3=Haut 2=Moyen 1=Faible	Probabilité 5=Très élevé 4=Probable 3=Possible 2=Peu probable 1=Rare	Impact 5=Extrême 4=Majeur 3=Modéré 2=Mineur 1=Insignifiant	Mesures d'atténuation Mesures d'atténuation prises au cours de la période visée par le rapport (veuillez inclure de nouveaux risques, le cas échéant)
Insécurité liée aux heurts entre les partisans des différents partis politique pendant la période électorale	3	3	4	Une gestion adaptative sensible aux conflits a été appliquée pour gérer ces conflits. Cela maximise les impacts positifs et le respect des principes « do no Harm » en évitant tout préjudice involontaire aux bénéficiaires, aux parties prenantes ou aux contextes. La neutralité de rigueur.
Mobilité des bénéficiaires par crainte de l'insécurité pendant la période électorale	2	2	2	Le renforcement des capacités des médiateurs de conflits pour une gestion efficace des conflits et les dialogues communautaires
Nouveau découpage territorial du pays durant l'année 2025	2	3	3	Rencontre avec les nouvelles autorités administratives et présentez les activités et la zone d'intervention de chaque partenaire. Expliquez aussi pourquoi la zone d'intervention reste la même malgré les changements intervenus.
Stéréotypes et préjugés envers les jeunes femmes dans la prévention des conflits	2	2	2	A travers les formations, les partenaires se sont focalisés sur le renforcement de l'estime de soi des femmes et filles et les compétences sociales en négociation et communication.

10. Délais et adaptations/révisions

S'il y a eu des délais de retard, expliquez-les et les raisons/facteurs qui y ont contribué, les mesures prises pour atténuer les délais futurs et les adaptations apportées pour tenir compte de ceux-ci. Indiquer les ajustements majeurs de stratégies, de cibles ou de résultats et extrants clés qui ont eu lieu. Cette section devrait également inclure les changements de contrats, les changements programmatiques liés à l'escalade de la crise ou à d'autres facteurs.

Le Cfp5 a connu un retard dans le démarrage du projet mais a été mise en œuvre dans les délais prévus d'exécution du projet, exception faite SOPADI pour les deux projets ont demandé une extension de délais d'exécution sans cout additionnel et ont pu clôturer leurs projets en même temps que les autres partenaires avant la fin de l'année 2025.

Deux partenaires qui avaient été sélectionnés n'ont pas pu être financés pour des raisons de manque de documents essentiels pour l'un et les problèmes internes à l'organisation pour l'autre. Les fonds qui leur étaient destinés ont été réaffectés à l'UNIPROBA avec l'accord du bailleur.

Le projet de renforcement des capacités a aussi connu des retards dans sa mise en œuvre par suite des procédures de recrutement de la maison de renforcement des capacités des partenaires avec le profil remplissant les conditions en besoin de compétences techniques, financières et de suivi sur le terrain. Après le recrutement de la maison, une accélération des activités a été adoptés.

¹⁰ Pour les partenaires qui ont également participé aux prix Women Have Wings, veuillez utiliser cette section pour rendre compte des principaux résultats et activités réalisés, conformément au document de projet.

11. Leçons apprises¹¹

Quels défis et quelles leçons ont été tirés au cours de la période considérée, tant au niveau des bénéficiaires que du pays ? Pour chaque défi, identifiez et décrivez le défi, ainsi que les facteurs qui ont pu y contribuer, et comment le défi a été relevé au cours de la période, ou comment il sera abordé à l'avenir. Résumez la leçon clé qui peut aider le projet ou WPHF à s'améliorer dans l'avenir. Inclure les défis programmatiques et opérationnels. Ajoutez des lignes si besoin.

Identifier le défi/décrire <i>Les défis peuvent être programmatiques ou opérationnels affectant la mise en œuvre du projet, ou d'un organisme ou d'une communauté.</i>	Quels sont les facteurs/raisons qui contribuent à ce défi ?	Comment le défi a-t-il été relevé ? Qu'est-ce qui a été fait différemment, ou que fera-t-on pour relever le défi ?	Leçon apprise <i>À la suite du défi, qu'avez-vous (et les partenaires) appris de la situation, ou à améliorer le projet ou pour des interventions futures ?</i>
La pénurie du carburant qui n'a pas facilité la mise en œuvre des activités	Le contexte socio-économique du pays	Pour les activités nécessitant les déplacements, les partenaires ont essayé de combiner les missions.	Anticipation des risques : La pénurie de carburant a montré l'importance d'identifier à l'avance les facteurs externes pouvant perturber la mise en œuvre des activités.
L'inflation qui a fait que les prix des éléments de premier nécessité montent par rapport à ce qui avaient été planifiés	Le contexte socio-économique du pays	Une réduction du nombre de bénéficiaires pour permettre de louer le véhicule, acheter le carburant qui est une denrée rare, une baisse des résultats escomptés	Renforcement de la résilience organisationnelle : Développer des stratégies de gestion de crise pour continuer les activités même en contexte économique instable. Flexibilité dans la planification : Adapter les activités et priorités en fonction des ressources disponibles afin de maintenir l'essentiel malgré les contraintes.
Les résistances culturelles liées aux normes et stéréotypes de genre profondément ancrés dans la société burundaise qui ont constitué un obstacle majeur	La culture burundaise qui est patriarcale	La masculinité positive et les sensibilisations sur l'égalité de genre, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles et la participation de la femme aux postes de décision.	Renforcement des capacités locales Former des relais communautaires (enseignants, associations locales, jeunes leaders) permet de créer une dynamique interne de changement plutôt que d'imposer des normes externes. Approche participative et inclusive Les femmes et les hommes doivent être impliqués ensemble dans les projets. Les initiatives qui excluent un sexe renforcent parfois les résistances.
Défis liés aux périodes de campagne électorale concernant les différentes élections organisées durant le mois de juin, juillet et août 2025 qui menaçaient d'affecter le troisième trimestre des activités de mise en œuvre des projets	Les heurts entre membres de parti politique; L'interdiction d'autres activités dans la communauté pendant ces périodes	La gestion pacifique des conflits à travers la médiation et le dialogue. Les partenaires ont dû décaler les activités sur cette période et ont accéléré les activités durant le dernier trimestre	Gestion des conflits et tensions Les campagnes électorales ont montré que les tensions politiques peuvent rapidement dégénérer si elles ne sont pas anticipées par des mécanismes de dialogue et de médiation.
Nombre limité de femmes voulant se faire élire au niveau local (Collinaire et communal)	Attentes sociales qui associent la femme aux tâches domestiques et non au leadership. Pressions familiales ou communautaires pour décourager la participation politique des femmes.	Masculinité positive; les campagnes de sensibilisation en milieu rural sur l'égalité de genre;	Bien que le Burundi dispose d'un cadre légal favorable et d'un quota de 30 % de femmes dans les institutions, cette reconnaissance reste insuffisante pour garantir une influence réelle. Les lois doivent être accompagnées de mécanismes pratiques, d'un suivi strict et d'un engagement politique réel pour changer la situation.

¹¹ Une leçon apprise est une réflexion systématique des défis (ou des succès) qui se sont produits au cours de la période et ce qui a entraîné un changement, une adaptation ou une amélioration, ou un changement ou une adaptation planifiée à l'avenir.

12. Innovations et meilleures pratiques¹²

Décrivez les pratiques novatrices/innovantes (programmatiques et opérationnelles) qui ont été mise en œuvre au cours de la période visée, en particulier celles qui peuvent être utile à l'avenir pour la programmation humanitaire et/ou l'agenda femmes, paix et sécurité. Les innovations et les meilleures pratiques peuvent être au niveau des projets ou du pays. Veuillez fournir des détails tels que le nom de l'OSC, etc.

a) Innovations :

Le programme a franchi un cap historique en matière d'inclusion politique et de cohésion sociale à travers une innovation de rupture : le leadership politique des femmes issues de minorités marginalisées.

- Innovation dans l'Inclusion Radicale (Partenaire UNIPROBA) : Pour la première fois dans l'histoire communautaire du Burundi, l'appui ciblé du WPHF a permis l'élection d'une femme de la communauté Batwa au poste de Cheffe de Colline. Cette élection constitue une innovation majeure à triple titre :
 - **Rupture des barrières intersectionnelles** : Elle surmonte le double plafond de verre lié au genre et à l'appartenance ethnique au sein d'une communauté historiquement marginalisée.
 - **Transformation des normes sociales** : Ce résultat prouve qu'un accompagnement stratégique peut transformer la perception de la légitimité politique, faisant passer la femme Batwa de "citoyenne invisible" à "décideuse locale".
 - **Modèle de répliation** : Ce succès crée un précédent jurisprudentiel social pour les futurs cycles électoraux, démontrant que la prévention des conflits (Axe 2) passe par une représentativité réelle de toutes les composantes de la nation.

b) Meilleures pratiques :

1. Le réseautage stratégique des femmes élues de Buhumuza avec les OSC et les femmes au sein des réseaux d'alerte précoce a permis de créer un espace important pour les femmes au sein de la communauté dans la défense pour les droits des femmes, la prévention des conflits et le développement. Une rencontre des élues dans la zone d'action du projet a été organisé avec Madame la Gouverneur de la nouvelle province pour créer un espace de partage d'expériences entre les femmes élues au niveau local mais également pour renforcer la synergie entre des femmes élues à la base pour un leadership de qualité permettant d'atteindre une paix et un développement communautaire équitable. La rencontre a permis aux participantes de faire connaissance et d'avoir des contacts les uns des autres pouvant leur servir dans leurs nouvelles missions.

2. La prise en compte par le projet des populations autochtones leur permettant un changement de comportement en matière d'éducation, d'hygiène, santé et assainissement ; La population autochtone reconnu comme marginalisé socialement et politiquement avec un accès limité à l'éducation et aux soins de santé. 3. Renforcer l'autonomisation économique des femmes en combinant le développement de compétences techniques et entrepreneuriales avec un accès équitable aux ressources financières (microcrédit, épargne, services financiers digitaux), afin d'améliorer leur participation au marché du travail, accroître leur revenu et contribuer à la croissance économique et au bien-être familial.

13. Audits and gestion financière

Si un partenaire a été audité pendant la période du rapport, mentionnez le processus et les résultats de cet audit. S'il y un rapport, prière de le joindre en pièces-jointes/annexe (pour utilisation interne uniquement).

CfP5 : Sur la période de rapportage aucun partenaire sur les projets de WPHF n'a été audité. Durant 2026, la majorité des partenaires sur le projet WPHF ont été sélectionné pour être audité, il s'agit de Icirore c'Amahoro (ICCA), SOPADI et AFRABU, APG-INKINGI

14. Prochaines étapes et actions prioritaires

Veuillez énumérer les actions prioritaires pour l'année à venir, y compris l'intégration de nouveaux partenaires, les missions de suivi ou d'autres initiatives prévues liées au WPHF.

Durant cette année 2026, ONUFEMMES va finaliser le renforcement des capacités des partenaires mais également continuer à accompagner UNIPROBA dans la mise en œuvre de son projet. Après la formation des partenaires, il est prévu que ces derniers puissent revoir leurs documents selon les lacunes qui ont été constatés après l'évaluation et la formation.

¹² Une meilleure pratique est une stratégie, l'approche, la technique ou le processus qui s'est avéré fonctionner bien et plus efficace ou approprié pour résoudre un problème basé sur l'expérience, l'évaluation ou par rapport à d'autres pratiques, et est donc recommandé comme un modèle. Il s'agit également d'une pratique qui a été testée ou validée et qui a le potentiel d'être reproduite et il est utile de partager avec d'autres personnes travaillant dans des contextes, des secteurs ou avec des groupes cibles similaires.

ANNEXE A : Résumé des résultats du WPHF (par indicateur)

Pour chaque résultat du WPHF qui est pertinent pour les OSC soutenues **au cours de l'année** considérée, rapportez par rapport à l'indicateur de niveau d'impact (résultat du WPHF). N'incluez PAS les données consolidées, uniquement pour l'année 2025.

Notez pour combien d'OSC cela est pertinent (colonne 2) et fournissez un résumé très bref des résultats (colonne 3), en présentant à la fois la valeur numérique et le résumé. Si un résultat n'est pas pertinent pour votre pays, entrez N/A. dans les colonnes CSO et Résumé.

Indicateur WPHF	Pertinent pour combien d'OSC (nombre)	Résumé de Résultat (1 court paragraphe avec des exemples) Indiquez le numéro et une courte description. Il s'agit d'une consolidation de ce qui est fait en 4a.
Financement institutionnel		
1.1 La durée moyenne (en mois) durant laquelle l'organisation pourra se maintenir grâce au financement institutionnel accordé	SOPADI	Durant 9 mois 2025, SOPADI a payé le loyer des bureaux de SOPADI.
1.2 Nombre/pourcentage d'employés retenus grâce au financement institutionnel accordé	SOPADI	Quatre staffs -2 femmes- 2 hommes ont été retenus et ont perçu leurs salaires lors du premier trimestre de mise en œuvre du projet.
1.3 Développement d'un plan de gestion des risques, plan de contingence pour l'organisation	SOPADI	N/A
1.4 Nombre et types de stratégies, d'outils ou de systèmes adaptatifs adoptés par l'organisation pour assurer la continuité des opérations	SOPADI	N/A
Effet 2: Prévention des conflits		
2.1 Nombre/Pourcentage de femmes participant à la prise de décisions dans le cadre de processus et d'interventions liés à la prévention des conflits	5	411 femmes sont membres des réseaux d'alerte précoce dans le cadre de processus d'interventions liés à la prévention des conflits
2.2 Nombre et types de mécanismes de prévention des conflits sensibles au genre	5	31 mécanismes d'alerte précoce ont été mise en place par les partenaires dans leur zone d'intervention.
2.2b Nombre de conflits résolus, évités ou renvoyés	5	935 conflits ont été identifiés dont 114 conflits fonciers, 209 conflits familiaux, 111 conflits conjugaux, 66 conflits électoraux, 37 cas d'agression physiques, 211 cas de VSBGs et 187 cas classés parmi autres. Parmi eux, 417 ont été résolus avec l'appui des médiateurs de conflits, 40 ont été référé aux instances habilités.